

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AVIATION CIVILE

**EXAMEN PROFESSIONNEL POUR LE RECRUTEMENT
D'ASSISTANTS D'ADMINISTRATION DE L'AVIATION CIVILE
DE CLASSE SUPERIEURE**

SESSION 2018

EPREUVE D'ADMISSIBILITE

OPTION : GESTION FINANCIERE

15 questions à choix multiple

10 questions à réponse courte

**Le (la) candidat(e) est invité(e) à vérifier que le sujet comporte les pages numérotées de 1 à 10
(page de garde non comprise)**

DURÉE : 3 H 00

COEFFICIENT : 3

IMPORTANT :

« Afin de préserver l'anonymat des copies, il est rappelé qu'aucun signe distinctif ne doit apparaître sur la copie. Il est demandé à ce que le (la) candidat(e) compose à l'encre noire ou bleue (pas de turquoise). Il est également vivement recommandé, sous peine d'annulation de l'épreuve concernée, de ne pas apposer sa signature, ni d'inscrire son nom, grade, ou tout autre mention personnalisée. **Le nom du candidat ne doit figurer qu'à l'emplacement réservé à cet effet et qui sera soigneusement caché par le rabat ».**

Séries de 15 questions à choix multiples (QCM) et de 10 questions appelant à réponse courte (QRC) relatives à la gestion financière.

Notation : Chaque question du QCM vaut 1 point. Chaque question du QRC vaut 2,5 points. La note sur 40 points obtenue sera divisée par 2 afin d'obtenir une note définitive sur 20.

I - QUESTIONS A CHOIX MULTIPLE

(une seule réponse possible)

1) Quel programme du budget annexe « contrôle et exploitation aériens supporte la majeure partie des dépenses de la direction du transport aérien ?

- le programme 159
- le programme 612
- le programme 613
- le programme 614

2) Qui vérifie la soutenabilité d'un budget opérationnel (BOP) ?

- La cour des comptes
- la direction du budget
- l'agent comptable
- le contrôleur budgétaire

3) Quelle part du budget de Météo-France est issue de la subvention d'Etat (subvention pour charges de service public, hors subvention Eumetsat) ?

- environ 30%
- environ 50%
- environ 70%
- environ 90%

4) Laquelle de ces affirmations est vraie ?

- le responsable d'unité opérationnelle (RUO) est l'équivalent du responsable de programme (RPROG)
- le responsable de budget opérationnel (RBOP) est placé sous l'autorité du responsable de programme (RPROG)
- un responsable de programme (RPROG) est toujours un ministre
- un responsable de mission (RMISSION) n'existe pas

5) Au 1^{er} janvier 2018, combien existe-t-il de budgets annexes ?

- 1
- 2
- 3
- 4

6) Dans la nomenclature budgétaire, à quel titre correspondent les dépenses de fonctionnement ?

- le titre 2
- le titre 3
- le titre 5
- le titre 6

7) Qu'est-ce que la RSTCA ?

- la recette simplifiée de tarification de la circulation aérienne
- la redevance des servitudes techniques du contrôle aérien
- la recette semi-transitoire du contrôle aéronautique
- la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne

8) Qu'est-ce qu'un fonds de concours ?

- une dépense réalisée par un service de l'Etat pour financer les concours, les recrutements et les avancements
- un intérêt perçu par un service de l'Etat sur un placement financier
- une opération comptable visant à réduire une créance douteuse d'un service de l'Etat
- une recette versée à un service de l'Etat pour concourir à des dépenses d'intérêt public

9) Laquelle de ces propositions concernant un budget annexe est vraie ?

- il doit être construit et exécuté à l'équilibre
- il constitue une exception au principe de sincérité des comptes publics
- il est voté dans le cadre d'une loi de finances annexe
- il correspond au budget d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC)

10) Le budget annuel de Météo-France, toutes sources de financement confondues, est de l'ordre de :

- 370 M€
- 270 M€
- 170 M€
- 70 M€

11) Laquelle de ces recettes du budget annexe ne constitue pas une taxe dite « reversée » ?

- la taxe de l'aviation civile (TAC)
- la taxe sur les nuisances sonores aériennes (TNSA)
- la taxe d'aéroport (TAP)
- la taxe de solidarité (TS)

12) On parle du principe de :

- séparation de l'ordonnateur et du comptable
- soumission de l'ordonnateur au comptable
- substitution de l'ordonnateur et du comptable
- scission de l'ordonnateur et du comptable

13) Le programme 613 du budget annexe « contrôle et exploitation aériens » est appelé :

- support des dépenses de fonctionnement de l'aviation civile
- actions transverses et de support de l'aviation civile
- soutien aux prestations de l'aviation civile
- masse salariale de l'aviation civile

14) Quelle mission représente la première dépense de l'État ?

- Travail et emploi
- Défense
- Enseignement scolaire
- Cohésion des territoires

15) Laquelle de ces propositions concernant le service de gestion des taxes aéronautiques (SGTA) est vraie ?

- le SGTA assure la perception des redevances de surveillance et de certification RSC
- le SGTA assure la gestion de recettes pour le compte de Météo-France
- le SGTA est le guichet fiscal unique de la DGAC
- le SGTA assure la gestion de toutes les taxes aéronautiques, sauf la taxe de l'aviation civile (TAC)

II – QUESTIONS A REPONSE COURTE

1. Présenter la taxe d’aéroport en indiquant son mécanisme financier et son but

2. Décrire ce qu’est un projet annuel de performances (PAP), indiquer son objectif et expliquer pourquoi sa production est obligatoire

3. Définir ce que sont la comptabilité *de caisse* et la comptabilité *en droits constatés*, en faisant émerger la différence entre ces deux systèmes

4. Qu'est-ce qu'un pôle achat ? Illustrer son rôle et expliquer les enjeux de la professionnalisation de l'achat public ?

5. Vous expliquerez la notion d'engagement juridique et son impact en comptabilité budgétaire

6. Définir ce qu'est un indicateur de performance, expliquer son intérêt et donner un exemple

7. En quoi consiste le principe de non-affectation des recettes de l'Etat et citer une exception à ce principe ?

8. Définir les recettes commerciales pour un service de l'Etat et citer un exemple propre à Météo-France

9. Comment la DGAC et Météo France ont optimisé la gestion de leur patrimoine immobilier. Citez un exemple

10. En quoi consiste la dématérialisation des factures, quels en sont les avantages tant pour l'État que pour ses fournisseurs
